

Compte-rendu de la réunion de Pessac du 28 novembre 2006

Très forte participation des Pessacais (640 personnes d'après CPDP). Il faut dire que les comités de quartier avaient bourré les boîtes aux lettres d'incitations à venir participer en masse à une réunion publique sur le projet. Mais visiblement les gens n'avaient reçu aucune information précise de quiconque et tombaient des nues... A 21h la salle était presque vide alors que la réunion a duré jusque vers 23h.

RFF s'est montré très partisan en montrant les « très grosses » difficultés d'un passage à Pessac, sans un mot de comparaison avec celles d'un passage à l'Est.

Alain ROUSSET a avancé de nouveau ses arguments de « saturation des voies actuelles par les TER », « la nécessité d'une LGV pour supprimer le mur de camions », « qu'il ne pouvait pas prendre le risque de laisser l'Aquitaine à l'écart du progrès », qu'il sera nécessaire d'engager un programme d'isolation phonique, étant entendu que la couverture des voies ferrées en zone urbaine et la réalisation d'un tunnel sont des solutions inimaginables. etc..

Ces arguments de saturation des voies actuelles et de report massif de fret route/rail, qui nécessiteraient une LGV nouvelle, ont été maintes fois démontés dans ce débat et le précédent, et encore une nouvelle fois par la contre-expertise indépendante à la réunion de Dax du 5 décembre (voir par ailleurs). **Pourquoi la construction d'un tunnel sur 2 ou 3 km ne serait-elle pas imaginable ? Pour RFF c'est simplement une question de prix.**

Les autres élus pessacais présents ont évidemment rejeté les scénarios 1 et 2 passant par Pessac.

D. LESTYNEK (Fédération des Syndicats et Comités de quartiers de Pessac) a fait une **présentation très partisane basée uniquement sur "les avantages" du scénario Est n°3 à l'aide d'arguments très contestables, amenés de façon à imposer une seule réponse favorable : la 3 ! On peut facilement reprendre les mêmes points tout en faisant exactement la réponse contraire !**

L'ADPB avait ramené ses affiches "déroulables" : "LGV = fret à Pessac", "Pessac veut la LGV... chez les autres !".

Pour Philippe BARBEDIENNE (Sepanso) les habitants de Pessac sont relativement inquiets et souhaitent que le train passe plutôt chez leurs voisins ! Il partage leurs inquiétudes, compte tenu du développement potentiel du trafic de marchandises. Nos enfants méritent que leurs parents préservent les milieux naturels très riches encore intacts. L'amélioration des lignes existantes est préférable. Il conviendrait de réfléchir à une solution qui comporte un minimum d'impacts sur l'environnement et qui présente un moindre coût pour les contribuables.

Pour Denise CASSOU (association LEA) si le scénario 3 devait être réalisé, 190 trains de marchandises circuleraient sur les voies existantes en 2020 à Pessac, contre 44 actuellement. A cela, il faudrait ajouter un flux de 125 TER supplémentaires... Qu'en sera-t-il du financement des équipements de protection phonique ? Monsieur Rousset a indiqué que les lignes actuelles étaient en mauvais état : il est vrai que la construction de lignes à grande vitesse obère les finances du propriétaire des infrastructures, qui n'est plus en mesure d'entretenir les lignes existantes. Le TGV fait son entrée dans Paris par un tunnel transformé en promenade arborée.

Pour Alain BLANC (Sepanso) : le mythe des Trente Glorieuses a vécu. Il demande à RFF de réaliser une étude sérieuse sur ce que seront les échanges de demain, en tenant compte de la raréfaction de l'énergie et de l'accroissement de son coût. En outre la différence de consommation de trains circulant à 150 km/heure et à 300 km/heure est importante. De son point de vue, les retards pris aujourd'hui en Gironde constituent une richesse : nous devons sauvegarder notre bien-être et notre qualité de vie.

Enfin de nombreuses demandes de citoyens reflétant de sérieuses inquiétudes, n'ont obtenu que des réponses souvent évasives : "besoin de certitudes sur les protections phoniques",

"pourquoi ne pas faire passer le fret par un contournement ?", "besoin réel de ces grandes infrastructures ?", "application immédiate d'une écotaxe pour les camions", "incitations à relocalisation de nombreuses productions", "augmentation du fret maritime"...